

M. Wells ne répond tout simplement pas aux préoccupations profondes et constantes d'une majorité francophone au Québec, vivant au milieu de près de 300 millions d'anglophones sur le continent nord-américain. Il a une idée fixe, celle de centraliser le pouvoir à l'échelon fédéral. Voilà la solution qu'il propose, même si cette dernière ne cadre pas avec le problème.

En ce qui concerne la situation au Québec, en cas de rejet de l'Accord du lac Meech, M. Ed Broadbent, a déclaré pour sa part le 26 octobre:

Je vois peu de Québécois ayant un certain poids sur le plan politique qui pourraient en toute crédibilité défendre le fédéralisme au cours d'un nouveau référendum. Le feriez-vous, pourriez-vous le faire, si vous étiez le premier ministre du Québec? Un certain nombre de personnalités importantes au sein des trois partis fédéraux au Québec ont déjà fait savoir qu'elles ne le feraient pas.

Comment les Québécois pourraient-ils voter encore une fois (comme dans le cas du référendum de 1980) pour le Canada si le reste du Canada rejette les demandes les plus minimes provenant du Québec?

Et, quand bien même quelques personnes importantes défendraient l'idée du fédéralisme, peut-on réellement douter que les 10 % de voix supplémentaires nécessaires pour gagner le vote en faveur de l'indépendance ne seraient pas réunies?

Et, peut-on sérieusement croire que si ce qui jadis semblait impossible finissait par se produire, l'indépendance du Québec ne serait pas catastrophique pour l'ensemble du Canada? (Traduction).

Peut-être MM. Broadbent, Stanfield, Bourassa et ... comme vous l'avez entendu récemment ... M. Peterson et tant d'autres ont-ils tort de considérer le renforcement du séparatisme au Québec comme possiblement fatal. Peut-être le Québec ne quittera-t-il pas la Confédération s'il voit rejeter ce qu'il considère être sa position élémentaire dans l'Accord du lac Meech. Mais, si le Québec ne se sépare pas, ce sera malgré le rejet de M. Wells qui aura refusé de prêter sa voix et de protéger ainsi la langue et la culture de la majorité francophone.

Si l'Accord du lac Meech est rejeté, je m'attends à une lutte déchirante. Il faudra lutter pour convaincre les Québécois qu'ils peuvent protéger leur langue et leur culture au Canada sans pour autant se séparer. Il faudra lutter alors que, involontairement et avec les intentions les plus honnêtes, M. Wells aura déjà joué un rôle extrêmement nuisible.

Chaque premier ministre de Terre-Neuve - de même qu'il a une